



Rapport de résultats 2019

BKF1803311

Paas-panga (formation, études et expertise)

Portefeuille BKF 2019-2023

Burkina Faso

Table des matières

1	ACRONYMES	5
2	APERÇU DE L'INTERVENTION.....	7
2.1	FICHE D'INTERVENTION	7
2.2	AUTO-ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE	8
1.1.1	<i>Pertinence</i>	8
1.1.2	<i>Efficacité</i>	8
1.1.3	<i>Efficienc.....</i>	8
1.1.4	<i>Durabilité potentielle</i>	9
1.1.5	<i>Conclusions.....</i>	9
3	SUIVI DES RÉSULTATS.....	10
3.1	ÉVOLUTION DU CONTEXTE.....	10
3.1.1	<i>Contexte général et institutionnel</i>	10
3.1.2	<i>Contexte de gestion</i>	10
3.2	PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	12
3.2.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	12
3.2.2	<i>Analyse des progrès réalisés.....</i>	13
3.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	13
3.3.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	13
3.3.2	<i>État d'avancement des principales activités.....</i>	14
3.3.3	<i>Analyse des progrès réalisés.....</i>	14
3.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	14
3.4.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	14
3.4.2	<i>État d'avancement des principales activités.....</i>	15
3.4.3	<i>Analyse des progrès réalisés.....</i>	15
3.5	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	15
3.5.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	15
3.5.2	<i>État d'avancement des principales activités.....</i>	16
3.5.3	<i>Analyse des progrès réalisés.....</i>	16
3.6	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4.....	16

3.6.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	16
3.6.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	16
3.6.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	17
4	SUIVI BUDGÉTAIRE	17
5	RISQUES ET PROBLÈMES	18
6	SYNERGIES ET COMPLÉMENTARITÉS	21
6.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE	21
6.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS	22
6.3	AUTRES SYNERGIES ET COMPLÉMENTARITÉS	22
7	THÈMES TRANSVERSAUX	23
7.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE.....	23
7.2	GENRE.....	23
7.3	DIGITALISATION.....	23
7.4	EMPLOIS DÉCENTS	24
8	LEÇONS APPRISSES	24
8.1	LES SUCCÈS	24
8.2	LES DÉFIS	24
8.3	QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATÉGIQUE.....	25
8.4	SYNTHÈSE DES ENSEIGNEMENTS TIRÉS	25
9	PILOTAGE	25
9.1	MODIFICATIONS APPORTÉES À L'INTERVENTION	25
9.2	RÉORIENTATIONS STRATÉGIQUES ENVISAGÉES	25
9.3	RECOMMANDATIONS	26
10	ANNEXES	26
10.1	CRITÈRES DE QUALITÉ	26
10.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THÉORIE DE CHANGEMENT MIS À JOUR	31
10.3	FICHES DE SUIVI DE PROCESSUS DE CHANGEMENT (OPTIONNEL)	34
10.4	APERÇU DES MORE RESULTS	34
10.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	34
10.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	34

1 Acronymes

ACNG	Acteurs de Coopération Non Gouvernementale
ANG	Association Non-Gouvernementale
ASC	Accord Spécifique de Coopération
ATI	Assistant Technique International
BC4	4 ^{ème} contrat de gestion
CAP	Connaissances Attitudes et Pratiques
CE	Centre-Est
CEDRES	Centre d'Etude, de Documentation et de Recherche Economique et Sociale
COC	Comité d'Orientation et de Coordination
CS	Convention Spécifique
CTB	Coopération Technique Belge, Agence belge de développement
C4D	Communication pour le développement
DGD	Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire
DGDI	Direction Générale de Développement des industries numériques
DGT	Direction Générale du Travail
DGESS	Direction Générale des Études Sectorielles et des Statistiques
DRDHPC	Direction Régionale des Droits Humains et de la Promotion Civique
DRCAT	Direction Régionale de la Culture des Arts et du Tourisme
DTF	Dossier Technique et Financier
D4D	Digital for Development
FINEXPO	Financement des exportations
FSI	Forces de Sécurité Intérieure
GEM	Global Entrepreneurship Monitoring
IMT	Institut de Médecine Tropicale
M&E	Monitoring et évaluation
MINEFID	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement

ODD	Objectifs de Développement Durable
OMD	Objectifs Millénaire de Développement
PC	Programme de Coopération
PNDD	Plan National de Développement Durable
PNDES	Plan National de Développement Economique et Social
PTF	Partenaire Technique et Financier
PV	Procès-Verbal
RR	Représentant Résident – Représentation CTB
SDSR	Santé, Droits Sexuels et Reproductifs
TDR	Termes de Références
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
(T)PME	(Toute) Petites et Moyennes Entreprises
3D-LO	Defence, Diplomacy, Development, Law and Order

2 Aperçu de l'intervention

2.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Paas-Panga / Formations, Etudes et Expertises
Code de l'intervention	BKF1803311
Localisation	Centre-Est
Budget total	4 000 000 €
Institution partenaire	DRDHPC, DRCAT, DGESS MINEFID
Date de début de la Convention spécifique	17 décembre 2018
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	12 Juillet 2019
Date prévue de fin d'exécution	16 Décembre 2023
Date de fin de la Convention spécifique	16 Décembre 2023
Groupes cibles	Les structures d'appui à l'entrepreneuriat, les citoyens (jeunes et femmes notamment) et les OSC de promotion des droits humains, les structures publics de la région du Centre-Est, les privés
Impact¹	Développement social et économique inclusif et durable de la région du Centre-Est
Outcome	Les compétences des parties prenantes du Programme de Coopération Burkina Faso - Belgique sont renforcées, en phase avec les opportunités sociales et économiques de la région du Centre-Est.
Outputs	R1 : Les ressources humaines des services privés et associatifs d'appui aux entrepreneurs sont renforcées en compétences innovantes et digitales. R2 : Les compétences des citoyens, acteurs du Programme de Coopération, sont renforcées dans le domaine des droits humains. R3 : Les compétences techniques des acteurs publics du Programme de Coopération sont renforcées. R4 : De nouvelles compétences et connaissances sont créées par des expertises et études stratégiques au bénéfice des acteurs du Programme de Coopération.
Année couverte par le rapport	2019

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

2.2 Auto-évaluation de la performance

1.1.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

L'intervention Paas-panga intervient dans une logique globale du portefeuille pays en appui et complète bien les trois autres interventions qui portent sur la promotion d'un entrepreneuriat durable, la police de proximité, la santé sexuelle et reproductive. La digitalisation est un axe fort de l'intervention qui est en adéquation avec la vision nationale de dématérialisation des services. Le renforcement des compétences des ressources humaines des structures partenaires du portefeuille, est une base importante pour l'atteinte des objectifs du portefeuille et la pérennisation de ceci.

Un accent sera mis dans le domaine des droits humains surtout en ce moment où le Burkina Faso vit une situation fragile sur le plan sécuritaire créant une situation de méfiance au sein des communautés et vis-à-vis des acteurs publics ; un tel contexte est favorable à la violation des droits humains. D'autres formes de violences sont aussi à déplorer, les violences communautaires vont certainement croître du fait du déplacement de certaines populations et la pression sur les ressources notamment le foncier. L'incivisme qui se manifeste de plus en plus entre autres par la dégradation des biens publics, le refus de paiement des taxes, etc. Des approches de renforcement de compétences devraient permettre de contribuer à renforcer la conscience des citoyens sur la nécessité qu'un développement durable n'est possible sans cohésion sociale, et que l'une des bases de la cohésion sociale est le respect des droits de chaque personne dans la communauté, les comportements civiques, l'implication dans la gestion de la cité.

1.1.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

Cette première année de mise en œuvre de l'intervention a été surtout axée sur l'analyse des acteurs, les prises de contacts avec les partenaires, la priorisation des actions potentielles et les analyses organisationnelles des potentiels opérateurs de mise en œuvre. Ce processus devrait favoriser le bon déroulement des activités pour une bonne atteinte des objectifs de l'intervention. La situation sécuritaire générale au niveau national et particulièrement dans la région cible pourrait constituer un ralentisseur ; mais des solutions palliatives sont déjà envisagées comme la délégation des actions et la digitalisation de certains processus. L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.

1.1.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible. La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs. Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les délais prévus. Afin d'y arriver, l'intervention

devra améliorer la gestion des délais. Les ressources disponibles correspondent aux besoins du moment. Nos partenaires sont aussi dans la vision de bien utiliser les fonds dédiés aux activités. La mutualisation des ressources avec les autres interventions du portefeuille permet aussi d'optimiser les ressources.

1.1.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	A

Les activités s'inscrivent dans une dynamique durable vu que les actions répondent directement à un besoin, elles sont identifiées en consensus avec les partenaires. Des entretiens réguliers sont mis en place avec la logique de l'intervention qui valorise le dialogue pour l'identification et la mise en place des actions pour la réalisation des objectifs de l'intervention. Cette option entraîne une appropriation par les partenaires et crée les conditions pour une pérennisation des actions mises en place.

Au niveau institutionnel, l'équipe de l'intervention a organisé plusieurs rencontres avec les acteurs étatiques, les collectivités territoriales, les organisations de la société civile, afin de s'assurer de l'appropriation des objectifs de l'intervention. Les ministères concernés aussi bien au niveau déconcentré qu'au niveau central ont exprimé leur disponibilité à accompagner la mise en œuvre de l'intervention.

Le comité d'orientation et de coordination (COC) et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats. L'intervention bénéficie de l'appui des institutions. La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et cela devrait contribuer au renforcement des capacités.

1.1.5 Conclusions

- L'intervention reste pertinente parce que le capital humain est le socle de toute action de développement ; le sujet des droits humains doit être central surtout dans un contexte de sécurité fragile.
- 2019 en tant qu'année de démarrage a été principalement consacrée à l'appropriation et la mise en place des processus, définition des priorités avec les partenaires potentiels, analyse des acteurs et du contexte. Le choix de la valorisation du digital permettra de mitiger certains risques liés à l'inaccessibilité de certaines localités.
- L'intervention agit selon le principe de partenariat qui facilite l'appropriation des actions par les partenaires locaux, ce qui est précurseur d'une pérennisation des acquis.

Fonctionnaire exécution nationale	Intervention Manager Enabel
	SOMDA Marie Judith

3 Suivi des résultats²

3.1 Evolution du contexte

3.1.1 Contexte général et institutionnel

La convention spécifique du programme de coopération bilatéral Belgique-Burkina Faso dont Enabel a la responsabilité de la mise en œuvre et qui inclut l'intervention Paas-panga a été signée en décembre 2018. Ce rapport concerne la première année de mise en œuvre de l'intervention, soit l'année 2019.

La principale évolution à relever pour ce qui concerne le contexte général de la mise en œuvre de l'intervention concerne la situation sécuritaire qui s'est dégradée au niveau national. Cette situation a pour conséquence principale, des déplacements de populations à la recherche de zones plus sécurisées impliquant une situation humanitaire de plus en plus volatile.

Dans la région de mise en œuvre du programme, si la situation sécuritaire reste plutôt stable, quelques écoles et centres de santé ont dû fermer leurs portes parce que les enseignants ne se sentaient plus en sécurité. En dehors de cette situation, le programme de coopération bilatéral a reçu un accueil plutôt favorable de la part des partenaires étatiques notamment de la part du gouverneur, ce qui a facilité les contacts et les échanges pour clarifier les actions à mettre en œuvre. La bonne renommée de la coopération belge a aussi été un facteur favorisant, on peut rajouter à cela le fait que la plupart des acteurs était déjà en place pendant la phase d'élaboration du programme.

3.1.2 Contexte de gestion

3.1.2.1 Modalités de partenariat

En matière de partenariat, des discussions très poussées ont eu lieu avec la DRDHPC dans l'optique de signer une convention de subsides. Mais la conclusion de l'évaluation organisationnelle révèle qu'une convention de subside qui doublerait voir plus, le budget habituellement géré par ce partenaire pourrait représenter un risque pour la gestion des ressources ; dès lors pour mitiger ce risque, nous avons décidé pour l'année 2020 de mettre en place une gestion en régie sur la base d'un plan d'actions annuel. Les discussions se poursuivront avec le niveau central du ministère pour la collaboration avec cette direction qui répond aux objectifs spécifiques 2 et 3 de l'intervention (renforcer les capacités des citoyens en droits humains, et renforcer les capacités des acteurs publics notamment en droits humains).

Sur le résultat 1 qui concerne le renforcement des compétences des structures d'appui à l'entreprenariat en compétences innovantes et digitales, deux marchés ont été conclus pour la conduite des études. L'une a capitalisé les études, recherches et initiatives au Burkina Faso dans le domaine de la digitalisation, ce qui a permis de cadrer la 2nde étude qui fera l'état des lieux de la digitalisation dans la région du Centre-Est afin de faciliter la mise en place d'actions porteuses.

² « Résultats » réfère aux résultats de développement. L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté ; les outcomes intermédiaires se réfèrent aux changements générés suite à l'atteinte des outputs et permettant l'avancée vers l'outcome de l'intervention, à un plus haut niveau.

Par ailleurs, grâce à la collaboration avec la DGDI, l'intervention a pu prendre part aux activités entrant dans le cadre de la semaine de l'internet. La semaine de l'internet qui s'est tenue à Bobo Dioulasso, dans la région des Hauts-Bassin, est une activité de portée nationale pilotée par le ministère en charge de l'économie numérique, elle mobilise tous les acteurs intervenants dans le domaine. En participant à cette activité, l'objectif de l'intervention était de présenter les objectifs du portefeuille en matière de digitalisation, créer des liens avec certains acteurs, découvrir des initiatives porteuses qui pourraient être répliquées au centre-est, découvrir les réseaux et dynamiques en cours au Burkina dans le domaine du numérique. En plus d'avoir pris part aux séminaires, panels et autres activités autour des enjeux du numérique, Enabel a pris part au jury du hackathon qui est un concours de détection des jeunes talents, et a octroyé deux prix spéciaux à des jeunes pour avoir développé des applications dont l'une a valorisé le genre et l'autre l'inclusion financière. Par ailleurs, une soirée de networking organisée par Paas-panga a mobilisé une quarantaine de participant-e-s ; cette soirée a permis de présenter le portefeuille Burkina et discuter avec des partenaires potentiels. Des activités de visibilité ont été menées dont des reportages télé, radio et presse en ligne valorisant la présence et les actions de Enabel

Un consultant mobilisé via le contrat-cadre du siège a réalisé deux analyses organisationnelles pour deux opérateurs : le CEDRES identifié pour la réalisation d'études GEM et la DRDHPC pour la conduite d'une série de formations sur l'approche basée sur les droits humains au profit des acteurs publics, et sur les droits numériques au profit des scolaires, des actions de sensibilisation sur la cohésion sociale.

Sur le résultat 2 qui vise le renforcement des citoyens sur la thématique des droits humains. Un ASC a été contracté avec l'institution Belge Africalia afin de produire une note conceptuelle sur la culture comme vecteur de renforcement des capacités. Dans ce but, un atelier a été organisé à Ouagadougou qui a mobilisé des acteurs importants de la culture au niveau national. Ce processus sera poursuivi dans la prochaine année à travers la mise en place d'actions concrètes. La mise en place de cet ASC a pris beaucoup de temps, ce temps était nécessaire pour que chaque partie s'approprie les missions et procédures de l'autre. Au niveau de Enabel, il fallait clarifier le type de mandat et le type de responsabilité à confier à Africalia.

Toujours pour contribuer au résultat 2, un marché public a été attribué au CNA (Cinéma numérique ambulant) pour développer des actions de sensibilisation de la population sur les inconvénients des amphétamines à travers des projection-débat de films sur la thématique. Le choix de ce sujet a été motivé par les craintes exprimées par les partenaires au cours des entretiens de présentation de l'intervention. En effet, la région du Centre-Est est frontalière avec le Togo et est traversée par 2 routes internationales l'une menant au Niger et au Bénin et l'autre au Togo. Cette proximité avec d'autres pays facilite les trafics en tous genres dont le trafic des amphétamines et des boissons alcoolisées frelatées. La consommation des amphétamines est un phénomène assez présent au sein de la population notamment sa tranche jeune ce qui représente un facteur important de criminalité, pouvant troubler la cohésion sociale et la capacité d'entrepreneuriat des jeunes.

La DRDHPC a initié des rencontres de sensibilisation sur la cohésion sociale dans les provinces du Kouritenga et du Koulpélégou. Cette initiative a bénéficié de l'accompagnement de l'intervention Paas-panga ; sa pertinence tient au fait que le

vivre ensemble des communautés est de plus en plus ébranlée par la récurrence de certains conflits.

Sur le résultat 3 qui concerne le renforcement des capacités des acteurs publics, il est prévu entre autres actions, la réalisation d'études GEM (Global, entrepreneurship, Monitor) à travers la signature d'une convention de subsides avec le CEDRES. Le GEM est une démarche développée par des chercheurs américains pour évaluer l'impact de l'entrepreneuriat sur la croissance économique. Le processus de mise en place de la convention est bien avancé, l'analyse organisationnelle a été réalisée et le rapport disponible.

Deux missions de backstopping avec pour objectif d'apporter un appui pour l'opérationnalisation de l'intervention ont été réalisées par la conseillère EST EDUCATION du siège.

Les principaux objectifs consistaient en un appui au démarrage de l'intervention à travers l'actualisation de l'analyse du contexte et harmonisation de la compréhension du contenu de l'intervention, clarifier les lignes directrices pour le pilotage de l'intervention au sein du portefeuille, identifier les besoins d'appui et accompagnement technique pour l'intervention, faire le point de l'avancement de l'intervention, identifier points d'attention et les actions idoines pour y répondre.

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

Sur les modalités opérationnelles, un COC a été mis en place pour tout le portefeuille, ainsi qu'un règlement d'ordre intérieur. Pour l'intervention Paas-panga un protocole d'entente a été signé avec la DGESS du MINEFID pour le portage et ancrage institutionnel.

3.2 Performance de l'outcome



3.2.1 Progrès des indicateurs³

Outcome:					
Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Taux des participants aux activités de renforcement de capacités de toutes les interventions (hommes/femmes) démontrant un changement de comportement	N/A	N/A	Attendu au MTR	NR	60
Proportion d'individus de la région du Centre-Est de plus de 15 ans utilisant internet au cours des derniers 12 mois	1,9	N/A	Attendu au MTR	NR	6
Preuves d'amélioration des performances des participants (hommes/femmes) ayant participé à une activité de renforcement des capacités	N/A	N/A	Pas encore de progrès à l'an 1	NR	NR
Preuves d'amélioration des performances des organisations	N/A	N/A	Pas encore de progrès à l'an	NR	NR

partenaires ayant participé à une activité de renforcement des capacités			1		
--------------------------------------------------------------------------	--	--	---	--	--

N/A : Non Applicable ; NR : Non Requis

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

Quatre (4) indicateurs sont définis pour mesurer les progrès réalisés au niveau de l'outcome.

Il s'agit d'une part de 2 indicateurs qui sont planifiés pour être renseignés par voie d'enquête au MTR et au ETR.:

- Taux des participants aux activités de renforcement de capacités de toutes les interventions (hommes/femmes) démontrant un changement de comportement ;
- Proportion d'individus de la région du Centre-Est de plus de 15 ans utilisant internet au cours des derniers 12 mois.

D'autre part, il s'agit de :

- Preuves d'amélioration des performances des participants (hommes/femmes) ayant participé à une activité de renforcement des capacités ;
- Preuves d'amélioration des performances des organisations partenaires ayant participé à une activité de renforcement des capacités.

Ces 2 derniers quant à eux, sont suivi annuellement par le système de suivi, évaluation du portefeuille. Cependant, les actions de renforcement des capacités des participants et des organisations partenaires ne seront effectives qu'à partir de l'année 2. Par conséquent, il n'y a pas de progrès notables en 2019.

S'agissant des hypothèses de la théorie du changement de l'intervention, 4 ont été formulées et se stipulent comme suit : i) *l'action répond à un besoin réel pour chaque participant*, ii) *les participants sont bien ciblés*, iii) *les participants disposent d'un plan de réinvestissement et l'appliquent*, iv) *l'environnement d'application est favorable*.

Ces hypothèses ont été formulées afin de s'assurer que les actions de renforcement des capacités qui seront mises en œuvre par l'intervention atteindront leurs vraies cibles et seront valorisées par ces dernières afin d'accroître les performances individuelles et des organisations partenaires.

3.3 Performance de l'output 1



3.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : Les ressources humaines des services privés et associatifs d'appui aux entrepreneurs sont renforcées en compétences innovantes et digitales					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale

Niveau de satisfaction des bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement des capacités par rapport aux compétences acquises	N/A	N/A	Pas encore de progrès à l'an 1	NR	3,25/5
Score des évidences des nouvelles compétences chez les bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement des capacités	N/A	N/A	Pas encore de progrès à l'an 1	NR	(+10%)
Niveau d'utilisation ou d'application des compétences acquises	N/A	N/A	Pas encore de progrès à l'an 1	NR	3

3.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités ⁴	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées ⁵	En sérieux retard ⁶
A0101 - Activation de compétences innovantes et digitales		X		
A0102 - Analyse digitalisation et développement économique		X		
A0103 - Soutien dans l'approche D4D		X		
A0104 - Accompagnement des partenaires de mise en œuvre		X		

3.3.3 Analyse des progrès réalisés

Les 3 indicateurs définis pour mesurer l'output ne peuvent évoluer qu'à partir du déclenchement d'actions concrètes telles que les formations par exemple. Ces actions vont démarrer concrètement sur le terrain à partir de 2020 si bien qu'aucun progrès ne peut être signalé pour cette première année.

S'agissant des activités, un état des lieux dans le domaine de la digitalisation est en cours de réalisation ; les résultats de cette étude permettront de mieux définir les actions concrètes à mener. Par rapport à cet output, Paas-panga a saisi l'opportunité de la tenue de la semaine du numérique, qui est une semaine nationale qui mobilise tous les intervenants importants du domaine, pour créer des liens avec des réseaux existants au niveau national, et partager la vision de de l'intervention. Ceci a amélioré la visibilité d'Enabel et facilite actuellement les contacts avec les acteurs du milieu. La proactivité de la DGDI est une opportunité à saisir pour impulser des dynamiques au niveau du ministère en charge des TIC.

3.4 Performance de l'output 2



⁵ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

⁶ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

3.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : Les compétences des citoyens, acteurs du Programme de Coopération, sont renforcées dans le domaine des droits humains					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Niveau de satisfaction des bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement des capacités par rapport aux compétences acquises	N/A	N/A	Pas encore de progrès à l'an 1	NR	3,25/5
Score des évidences des nouvelles compétences chez les bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement des capacités	N/A	N/A	Pas encore de progrès à l'an 1	NR	(+10%)
Niveau d'utilisation ou d'application des compétences acquises	N/A	N/A	Pas encore de progrès à l'an 1	NR	3

3.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités ⁷	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées ⁸	En sérieux retard ⁹
A0201 - Assistance technique sur droits humains		X		
A0202 - Activités culturelles sur droits humains		X		
A0203 - Formation participation citoyenne		X		

3.4.3 Analyse des progrès réalisés

Les indicateurs de l'output 2 n'ont pas encore enregistré de progrès car car, avec la DRDHPC, les discussions ont d'abord permis d'identifier une série d'activités à mener au profit des communautés, des jeunes et des établissements scolaires à partir de 2020.

3.5 Performance de l'output 3¹⁰



3.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : Les compétences techniques des acteurs publics du Programme de Coopération sont renforcées					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Niveau de satisfaction des	N/A	N/A	Pas encore de	NR	3,25/5

⁸ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

⁹ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

¹⁰ Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres non nécessaires).

En ce qui concerne le niveau de l'outcome, vous pouvez aussi remplacer ce tableau par le propre format de l'intervention (p.ex., de votre outil de monitoring opérationnel)

bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement des capacités par rapport aux compétences acquises			progrès à l'an 1		
Score des évidences des nouvelles compétences chez les bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement des capacités	N/A	N/A	Pas encore de progrès à l'an 1	NR	(+10%)
Niveau d'utilisation ou d'application des compétences acquises	N/A	N/A	Pas encore de progrès à l'an 1	NR	3

3.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités 11	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées ¹²	En sérieux retard ¹³
A0301 - Formation ressources humaines partenaires		X		
A0302 - Assistance technique pour modules de formation en ligne		X		
A0303 - Réalisation formations en ligne		X		
A0304 - Etude GEM			X	
A0305 - Accompagnement des partenaires de mise en œuvre		X		

3.5.3 Analyse des progrès réalisés

Comme mentionné au niveau des outputs 1 et 2 précédents, les activités concrètes qui permettent de déclencher les progrès au niveau des indicateurs démarreront en 2020.

3.6 Performance de l'output 4¹⁴



3.6.1 Progrès des indicateurs

Output 4 : Des nouvelles compétences et connaissances sont créées par des expertises et études stratégiques au bénéfice des acteurs du Programme de Coopération					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Proportion d'organisations destinataires des études et expertises qui valorisent les recommandations	N/A	N/A	Pas encore à l'an 1	N/R	60%

3.6.2 État d'avancement des principales activités

¹² Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

¹³ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

¹⁴ Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres non nécessaires).

En ce qui concerne le niveau de l'outcome, vous pouvez aussi remplacer ce tableau par le propre format de l'intervention (p.ex., de votre outil de monitoring opérationnel)

État d'avancement des principales activités 15	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées ¹⁶	En sérieux retard ¹⁷
A0401 - Etude sur attitudes et pratiques en matière de fiscalité locale		X		
A0402 - Etude C4D et droits humains		X		
A0403 - Etude ILS et participation citoyenne		X		
A0404 - Expertise technique selon besoins		X		
A0405 - Etudes de faisabilité pour investissements du secteur privé		X		

3.6.3 Analyse des progrès réalisés

Les activités de cet output n'ont pas encore démarré. L'indicateur n'enregistre donc pas encore de progrès.

4 Suivi budgétaire

	Budget	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année n
		Années précédentes	Année couverte par le rapport (n)		
Total		2018 : 2017 :	2019		
Output 1 : Les ressources humaines des services privés et associatifs d'appui aux entrepreneurs sont renforcées en compétences innovantes et digitales	550 000	N/A	22 168,57	527 831	4,0%
Output 2 : Les compétences des citoyens, acteurs du Programme de Coopération, sont renforcées dans le domaine des droits humains	650 000		3 923,43	646 077	0,6%
Output 3 : Les compétences techniques des acteurs publics du Programme de Coopération sont renforcées	1 100 000		619,92	1 099 380	0,1%
Output 4 : Des nouvelles compétences et connaissances sont créées par des expertises et études stratégiques au bénéfice des acteurs du Programme de Coopération	1 100 000			1 100 000	00%

Au cours de cette première année, les taux d'exécution budgétaire par output restent globalement assez faibles. Les actions menées se sont plus concentrées sur l'output 1 qui enregistre 4% de taux d'exécution. La principale raison est liée au fait que cette 1^{ère} année a été consacrée à la mise en place des équipes de l'intervention, les rencontres avec les partenaires et bénéficiaires pour affiner l'analyse du contexte et des acteurs, la mise à jour des besoins des cibles, la conduite des analyses

¹⁶ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

¹⁷ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

organisationnelles. A cela s'ajoute le temps mis en interne pour s'approprier les procédures d'Enabel en matière de contractualisation. Ce temps de démarrage a certes été long mais a permis de poser toutes les bases nécessaires permettant une accélération de l'exécution des activités à partir de 2020.

5 Risques et problèmes

Au niveau des risques, celui qui s'est réellement manifesté est le risque lié à la dégradation de la situation sécuritaire par infiltration de groupes armés dans la zone d'intervention du portefeuille. Cela n'a pas eu d'entrave au déroulement des activités. Cependant parmi les mesures de mitigation prise par la Représentation, figure la restriction des déplacements du personnel Enabel et le développement de supports digitaux pour les actions de communication avec les groupes cibles non directement accessibles. L'étude sur la digitalisation (en cours) donnera des pistes d'opérationnalisation de cette dernière mesure de mitigation.

En termes de nouveaux risques à considérer, on note :

- la mobilité/ turn over des responsables et aussi des agents des structures publiques partenaires de l'intervention. Et comme mesure de mitigation, il s'agit d'accepter cette réalité tout en prévoyant des actions de recyclage ou de mise à niveau pour les nouveaux responsables.
- le blocage des activités du fait du dysfonctionnement des institutions à la suite des élections présidentielles et législatives de 2020. Comme mesure de mitigation, c'est la concentration des activités de 2020 au cours des 3 premiers trimestres de l'année (Q1, Q2 et Q3).

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
1- Blocage des actions de sensibilisation du fait de la volatilité de la situation sécuritaire	2018	Développement	Moyenne	Moyen	Moyen
2- Mobilité des premiers responsables des structures déconcentrées	2019	Opérationnel	Moyenne	Moyen	Moyen
3- Blocage des activités du fait du disfonctionnement des institutions à la suite des élections présidentielles et législatives de 2020	2019	Opérationnel	Moyenne	Moyen	Moyen

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
1- Développer des supports digitaux pour poursuivre la communication avec les	IM	2023	A planifier à partir des résultats de l'étude sur la digitalisation	Dans les temps

groupes				
2- Prévoir de renforcer les nouvelles personnes qui arrivent	Intervention	2020 Chaque fois que de besoin		Dans les temps
3- Concentrer les activités de 2020 au cours des 3 premiers trimestres de l'année (Q1, Q2 et Q3).	IM	2020	Prise en compte dans la planification opérationnelle de 2020	Dans les temps

6 Synergies et complémentarités

6.1 Avec les autres interventions du portefeuille

L'intervention Paas-Panga bénéficie d'une forme de transversalité dans son implémentation. Ses différents résultats contribuent à renforcer l'atteinte des résultats des autres interventions du portefeuille à travers le renforcement des capacités des parties prenantes au programme. Le premier résultat de l'intervention dénommé « Ressources humaines des services privés et associatifs d'appui aux entrepreneurs sont renforcés en compétences innovantes et digitales », présente la principale source de synergies avec les autres interventions du portefeuille. L'étude en cours sur l'état des lieux de la digitalisation a pris en compte les objectifs spécifiques des autres interventions.

Avec l'intervention « SDSR », le potentiel de digitalisation est un levier important pour le développement à plusieurs niveaux. Ceux-ci incluent la communication, la sensibilisation, mais aussi des aspects plus techniques comme la gestion des patients et la numérisation des processus médicaux analogues. En outre l'étude CAP et socio--anthropologique initialement logée au niveau de l'intervention SDSR a été ouverte aux 3 autres interventions. Paas-panga compte profiter de cette ouverture pour intégrer un objectif spécifique de recherche qui touchera les questions de violence basée sur le genre dans les espaces numériques, d'éducation de la jeunesse sur la citoyenneté et sur les outils et pratiques endogènes de cohésion sociale et de gestion de conflits. Cette étude permettra d'affiner davantage la stratégie et les nouvelles actions à intégrer dans l'intervention Pass-panga.

Grâce aux nouvelles TIC, l'intervention « Police de proximité » bénéficie d'une opportunité de digitalisation des guides pour les différentes forces de sécurité. Il y a un besoin important d'informer les opérateurs des forces de défense et de sécurité aux pratiques permises et non-permises, ainsi que les faits et gestes à avoir lors de contextes spécifiques. Il s'agit d'aller au-delà des simples actions de sensibilisations et de formation des FSI, mais de permettre aux acteurs d'intégrer des modèles de prise en charge de contextes sécuritaires différents. Ceci pour assurer que les FSI soient des référents irréprochables de l'Etat. Par ailleurs, les TIC offrent aussi des opportunités de collaboration et de communication entre les différents niveaux de forces de sécurité présentes dans le pays, par exemple, à travers la mise en place de plateforme d'échange de l'information. Sur les activités culturelles pour le renforcement des capacités, des actions communes seront déployées.

Pour l'intervention « Entreprenariat », l'attrait principale d'une action en synergie avec l'intervention Paas-Panga réside dans la provision de services de connectivité pour les PME. En effet, les acteurs du secteur privé souffrent principalement des possibilités offertes par l'accès à internet (e.g. ciblage d'une clientèle, plateforme de e-commerce, etc.). De ce fait, l'intervention peut accélérer le pourcentage de PME

connectées à travers le Centre-Est, ainsi qu'à former ces acteurs aux bonnes pratiques de la libéralisation du marché à travers les services en ligne. En outre l'étude GEM logée au niveau de Paas-panga contribue aux résultats de l'intervention Entrepreneuriat en permettant de renseigner 3 indicateurs (1 au niveau outcome et 2 au niveau output). Ce qui permet à l'intervention entrepreneuriat de prendre des décisions éclairées.

6.2 Avec les projets pour tiers

Pour cette première année, il n'y a pas encore eu de collaboration avec les autres projets pur tiers d'Enabel.

6.3 Autres synergies et complémentarités

Paas-panga a lancé un processus de collaboration avec Africalia afin de développer une offre de renforcement des capacités innovante et flexible à travers les activités culturelles. La capitalisation de ce processus pourrait à terme donner lieu à une collaboration dans le cadre d'un mandat pour tiers.

LuxDev et la Banque Mondiale appuient un processus national de connexion et de dématérialisation des services publics dans différentes régions. L'ANPTIC bénéficie de cet appui pour déployer un réseau d'interconnexion de l'administration publique, à travers la mise à disposition de l'internet et de certains services TIC. Ce processus représente une belle opportunité pour l'intervention 'Formations, Etudes et Expertises' notamment dans son axe en lien avec le numérique/TIC.

Le PNUD lance, dans le cadre du programme 'Jeunesse entreprenante', un fonds catalytique d'un montant de 2 Mio USD, pour une durée de 2 ans, destiné à soutenir, en conseil et en infrastructures, des plateformes d'appui aux start-ups burkinabè. Les acteurs (Lab, hubs) capables de rentrer des projets ne sont pas pléthoriques à Ouagadougou. L'intervention Paas-panga pourra donc se concentrer sur l'organisation de transfert d'expérience au niveau de la région CE. Il sera aussi intéressant de favoriser des échanges avec des acteurs similaires dans les pays de la région ouest-africaine où Enabel est présente (Guinée, Sénégal, Bénin, Maroc, Mali, Niger). Une approche concertée serait utile pour harmoniser les appuis aux dynamismes innovatifs d'appui aux start-ups.

La Direction Générale pour le Développement de l'Industrie Numérique lance au niveau national un projet de numérisation des centres communautaires localisés dans les différentes régions du Burkina Faso. Enabel est pour l'instant le principal partenaire technique et financier de cette activité du gouvernement, plus spécifiquement dans l'élaboration des standards et modalités de fonctionnement du centre d'innovation dans le Centre-Est. Le centre d'innovation de la région fait partie des résultats de l'intervention Entrepreneuriat, notamment à travers la construction et la gestion du centre d'innovation, à hauteur d'un budget de 900.000 €. La mise en

place de ces centres communautaires représente une belle opportunité pour Paas-panga pour le déroulement des activités de formation notamment celles à distance.

Par ailleurs des contacts sont établis avec l'université virtuelle du Burkina Faso qui est entrain de lancer ses activités afin de renforcer les offres de formation à distance

7 Thèmes transversaux

7.1 Environnement et changement climatique

Cette thématique n'a pas été spécifiquement prise en charge au cours de cette année

7.2 Genre

Sur les ateliers menés par nos partenaires et sur les mandats attribués, il a été expressément demandé de prendre en compte la représentativité du genre. Par ailleurs pour motiver les jeunes à intégrer ce concept dans leurs réflexions pour développer de nouveaux produits dans le digital, Paas-panga a décerné un prix pour l'inclusion financière prenant en compte le genre pendant le hackathon organisé à l'occasion de la semaine du numérique.

7.3 Digitalisation

La coopération au développement belge considère la digitalisation comme un vecteur et un accélérateur pour la réalisation des ODD. Ses priorités sont « une meilleure utilisation des méga-données » (big data), « le numérique pour des sociétés inclusives » et « le numérique pour une croissance durable et inclusive ». Au Burkina Faso, le numérique peut aider à la création et l'amélioration des performances des organisations et des entreprises, créer des liens entre citoyens et l'administration, permettre une meilleure diffusion et visualisation de tous types de données, etc.

Pour le projet Paas-panga, la digitalisation au service du développement est un axe plutôt central, en effet le résultat 1 y est consacré, mais tous les autres résultats valorisent le numérique. La vision est de contribuer à développer des approches durables et simples pour faciliter le processus de développement. Plusieurs initiatives ont été prises au cours de cette année de rapportage ; deux études ont été lancées sur la digitalisation, Paas-panga a financé deux prix pour des jeunes développeurs d'applications prenant en compte le genre et l'inclusion financière dans le cadre d'un hackathon organisé par le ministère en charge des TIC. Une soirée networking a eu lieu au cours de la semaine du numérique (semaine nationale organisée par le ministère en charge des TIC), cette soirée a mobilisé une quarantaine d'acteurs. Des contacts ont été pris avec différents acteurs (la GIZ, Think Modular, VIAMO, les réseaux nationaux d'acteurs intervenant dans la digitalisation...) afin de mobiliser les ressources utiles.

7.4 Emplois décents

Des contacts au niveau central avec la Directrice Générale du travail et au niveau région avec le directeur régional du travail, ont eu lieu afin d'identifier les actions à mener dans le sens du renforcement du travail décent auprès des acteurs nationaux. Par ailleurs à travers la vulgarisation de l'ABDH, l'objectif est de contribuer à renforcer les citoyens afin qu'ils exigent le respect de leurs droits dont le droit a travail décent.

8 Leçons apprises

8.1 Les succès

- Une vision globale des réalisations dans le domaine du numérique au Burkina : Enabel a commandité une étude qui lui a permis d'avoir une vue globale des initiatives, étude/recherche menées dans le domaine du numérique au Burkina Faso. Cette base de données est une source d'information importante pour les acteurs du domaine et pour mieux cadrer les interventions du projet.
- Une belle visibilité des actions d'Enabel dans le domaine du numérique ; la participation d'Enabel à la semaine du numérique (semaine nationale qui regroupe plusieurs professionnels du domaine) a donné un grand coup de visibilité à nos actions. En effet, Enabel a participé au jury du Hackathon et décerné 2 prix à des jeunes développeurs. Une soirée networking organisée par paas-panga a permis de présenter les actions de Enabel et des échanges entre une quarantaine de participants. Des actions de communications ont été mises en place (reportages télé, presse en ligne...)
- La mobilisation d'acteurs culturels au niveau national pour une réflexion sur une approche de renforcement des capacités par la culture a permis l'élaboration d'une note conceptuelle à cet effet grâce au partenariat avec Africalia.

8.2 Les défis

- L'un des défis importants de l'intervention Paas-panga, concerne la connectivité ; l'infrastructure de connexion est de faible qualité et pourrait représenter un frein à la réalisation de certaines ambitions en lien avec le numérique ; d'où la nécessité de développer des solutions pour faciliter l'accès à internet.

- La mise en place de la coordination efficace entre intervention dans le cadre de cette approche portefeuille reste un défi parce que les gestionnaires des interventions n'ont pas toujours les mêmes priorités au même moment.
- En tant qu'intervention transversale, Paas-panga doit faire preuve de suffisamment de créativité pour atteindre ses objectifs dans une logique de complémentarité
- Le contexte sécuritaire met l'accent sur l'importance d'accompagner des compétences endogènes dans le domaine du numérique afin d'anticiper sur les difficultés d'accès aux bénéficiaires en cas de renforcement de l'insécurité.

8.3 Questions d'apprentissage stratégique

Il n'y a pas encore d'éléments en matière d'apprentissage stratégique.

8.4 Synthèse des enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
<i>Description de l'enseignement tiré.</i>	<i>Le public potentiellement intéressé par l'enseignement tiré. (intervention, portefeuille pays, Représentation, départements de Enabel Bruxelles, pays partenaire, Belgique...).</i>
L'utilisation de supports digitaux comme moyens de communication (formation, information, sensibilisation) avec les groupes cibles coupés d'accès direct du fait des contraintes sécuritaires.	<i>Portefeuille, Intervention Paas-panga</i>
L'utilisation de la culture comme vecteur de renforcement des capacités (notamment formation, information et communication pour le changement de comportement)	<i>Portefeuille, Intervention Paas-panga</i>

9 Pilotage

9.1 Modifications apportées à l'intervention

Il n'y a pas encore eu de modification apportée à l'intervention à ce stade.

9.2 Réorientations stratégiques envisagées

Il n'y a pas encore eu de réorientation stratégique apportée à l'intervention à ce stade.

9.3 Recommandations

La valorisation des activités culturelles pour le renforcement des capacités des citoyens en matière de droits humains un axe important pour l'atteinte du résultat 2 de l'intervention ; un acteur comme Aricalia, qui a une excellente connaissance de l'écosystème des acteurs culturels, une longue expérience dans la mise en place de ce type d'action apporte une plus-value non négligeable à l'atteinte de ce résultat. La 1ère expérience de la tenue d'un atelier pour l'élaboration d'une note conceptuelle a permis de confirmer cela.

10 Annexes

10.1 Critères de qualité

Pour chacun des critères (Pertinence, Efficience, Efficacité et Durabilité potentielle), plusieurs sous-critères et des assertions relatives à ces derniers ont été formulés. En choisissant la formulation qui correspond le mieux à votre intervention (ajouter un « X » pour choisir une formulation), vous pouvez calculer la note totale applicable à ce critère spécifique (voir infra pour les instructions de calcul).

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?				
...	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?				

A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D

2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?

A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.

2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?

A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.

2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?

A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?

A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
B	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?

A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.

D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.
----------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C, pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D

4.1 Durabilité financière/économique ?

A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?

A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.

4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?

A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra

		vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

Changements apportés au cadre logique : 3 nouveaux indicateurs ajoutés

NB : En couleur bleu, les nouveaux indicateurs ajoutés.

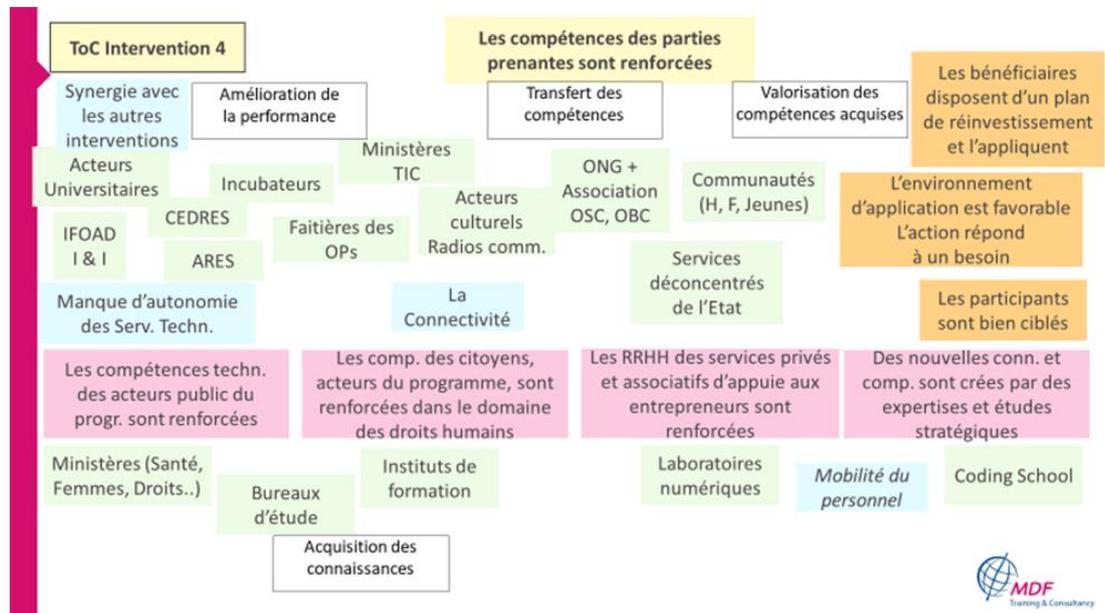
Outcome 4: Les compétences des parties prenantes du Programme de Coopération Burkina Faso - Belgique sont renforcées, en phase avec les opportunités sociales et économiques de la région du Centre-Est.					
Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Taux des participants aux activités de renforcement de capacités de toutes les interventions (hommes/femmes) démontrant un changement de comportement	N/A	N/A	Attendu au MTR	NR	60
Proportion d'individus de la région du Centre-Est de plus de 15 ans utilisant internet au cours des derniers 12 mois	1,9	N/A	Attendu au MTR	NR	6
Preuves d'amélioration des performances des participants (hommes/femmes) ayant participé à une activité de renforcement des capacités	N/A	N/A	Pas encore de progrès à l'an 1	NR	NR
Preuves d'amélioration des performances des organisations partenaires ayant participé à une activité de renforcement des capacités	N/A	N/A	Pas encore de progrès à l'an 1	NR	NR
Output 1 : Les ressources humaines des services privés et associatifs d'appui aux entrepreneurs sont renforcées en compétences innovantes et digitales					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Niveau de satisfaction des bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement des capacités par rapport aux compétences acquises	N/A	N/A	Pas encore de progrès à l'an 1	NR	3,25/5
Score des évidences des nouvelles compétences chez les bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement des	N/A	N/A	Pas encore de progrès à	NR	(+10%)

capacités			l'an 1		
Niveau d'utilisation ou d'application des compétences acquises	N/A	N/A	Pas encore de progrès à l'an 1	NR	3
Output 2 : Les compétences des citoyens, acteurs du Programme de Coopération, sont renforcées dans le domaine des droits humains					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Niveau de satisfaction des bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement des capacités par rapport aux compétences acquises	N/A	N/A	Pas encore de progrès à l'an 1	NR	3,25/5
Score des évidences des nouvelles compétences chez les bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement des capacités	N/A	N/A	Pas encore de progrès à l'an 1	NR	(+10%)
Niveau d'utilisation ou d'application des compétences acquises	N/A	N/A	Pas encore de progrès à l'an 1	NR	3
Output 3 : Les compétences techniques des acteurs publics du Programme de Coopération sont renforcées					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Niveau de satisfaction des bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement des capacités par rapport aux compétences acquises	N/A	N/A	Pas encore de progrès à l'an 1	NR	3,25/5
Score des évidences des nouvelles compétences chez les bénéficiaires (hommes/femmes) des activités de renforcement des capacités	N/A	N/A	Pas encore de progrès à l'an 1	NR	(+10%)
Niveau d'utilisation ou d'application des compétences acquises	N/A	N/A	Pas encore de progrès à l'an 1	NR	3

Output 4.4 : Des nouvelles compétences et connaissances sont créées par des expertises et études stratégiques au bénéfice des acteurs du Programme de Coopération

Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Proportion d'organisations destinataires des études et expertises qui valorisent les recommandations	N/A	N/A	Pas encore à l'an 1	NR	60%

Théorie de changement de l'intervention Paas-panga



10.3 Fiches de suivi de processus de changement (optionnel)

Non applicable pour la première année de mise en œuvre (2019)

10.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	3 nouveaux indicateurs ajoutés. Cf. cadre logique mis à jour ci-dessus
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	Oui
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	décembre 2021
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	avril 2024
Missions de backstopping depuis le 01/01/2019	02

10.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Fournir le rapport « Budget versus Actuels (y – m) » (il peut simplement être joint au présent document et ne doit pas faire partie du rapport en tant que tel).

10.6 Ressources en termes de communication

Non applicable pour la première année de mise en œuvre (2019)